

Cinquantenaire des indépendances : une lecture du Parti socialiste du Sénégal


Ousmane Tanor Dieng*

** Secrétaire général du Parti
socialiste du Sénégal, président
du Comité Afrique de
l'Internationale socialiste,
ancien ministre*

En octobre 2008, le Parti socialiste du Sénégal a célébré les soixante ans de la fondation du Bloc démocratique sénégalais, le parti, ancêtre du Parti socialiste, créé par Léopold Sédar Senghor et ses amis. En avril 2010, comme nombre d'autres pays du continent, le Sénégal a célébré les cinquante ans de son accession à la souveraineté internationale. Ces repères sont significatifs quant à la valeur de témoignage et le devoir d'évaluation de ceux qui, à un titre ou à un autre, ont été aux affaires pour une période aussi longue et qui aujourd'hui font l'expérience de dix années d'opposition, tout en travaillant à leur retour au pouvoir dans un nouveau contexte politique.

Cette contribution sera volontairement bâtie autour de cette notion de repère. Car cinquante ans dans la longue histoire d'une nation, c'est une séquence temporelle à la fois importante et courte eu égard au long passé esclavagiste et colonial avec ses nombreuses conséquences dans tous les domaines de la vie sociale, politique et culturelle. C'est aussi une séquence significative mais bien plus courte encore pour les générations actuelles et à venir qui veulent bâtir un monde plus juste et plus humain. C'est dire ce que la périodisation peut avoir de commode et d'arbitraire en même temps.

Le continent africain n'en finit pas de s'interroger et d'être interrogé sur un premier repère. Les conditions de son accès à la souveraineté internationale ont-elles constitué pour l'Afrique un atout ou un handicap quant à son rêve d'unité et sa volonté d'émancipation, de libération et de développement ? Le concept de « balkanisation », qui a longtemps servi à fustiger et déplorer les ratés de ce point de départ, en dit long sur le travail cinquantenaire des Etats autour de l'Unité africaine, avec leurs blocs, leurs approches contradictoires, leurs difficultés à construire des instruments



Cinquantenaire
des indépendances :
une lecture du Parti
socialiste du Sénégal

d'intégration, condition incontournable pour faire du continent un partenaire crédible et qui compte.

La lecture qui consiste à faire de l'Afrique d'une part une entité définie et, d'autre part, une réalité aux contours divers, une et multiple demeure une approche juste et réaliste tant notre continent, sans doute plus que d'autres, est ballotté entre ces deux pôles. Personne n'ignore aujourd'hui à quelles entraves internes et externes se trouve confrontée son aspiration à plus d'intégration, plus d'unité, plus de démocratie, plus de développement. La grande question a toujours été et reste de savoir quelle part de responsabilité revient aux élites africaines dans cette tension et quelle autre est imputable à des forces économiques, politiques et idéologiques du dedans et du dehors.

S'agissant des élites africaines, on ne peut certes les mettre toutes dans une seule et même catégorie de jugement. Et on ne saurait non plus oublier le rôle prépondérant que certaines d'entre elles ont joué pour la libération du continent, pour la démocratisation et l'avènement d'une société plus juste. Elles restent, dans leur majorité, des privilégiées de la société qui consentent rarement à remettre en cause ces privilèges pour plus de justice sociale et d'égalité, si elles ne sont pas simplement les auteurs ou complices des déviances notées dans la plupart des Etats africains depuis les indépendances.

Il y a, de ce point de vue-là, un travail d'évaluation à plusieurs niveaux pour mesurer leur responsabilité. Une étude conséquente montrerait la réalité de ce manquement dans le rapport des élites politiques, économiques et intellectuelles avec le continent.

Les liens proclamés et admis entre développement et démocratie ont conduit le continent à se donner ce couple de notions comme autre type de repère dans cette séquence cinquantenaire. Après la période des partis uniques et des coups d'Etat, par nécessité ou sur injonction des partenaires au développement, le temps de la démocratisation symbolisé par le discours de La Baule¹ a constitué une sorte de printemps de la vie politique de nos jeunes nations. Elections, multipartisme, éclosion de la presse privée, pluralisme syndical, etc., ont marqué pour quelques temps, à des degrés divers, selon les pays et leurs propres configurations historiques, le nouveau visage du continent. Il y a en cela quelque chose de très instructif. Les populations

1. Discours prononcé par le Président de la République française François Mitterrand le 20 juin 1990, dans le cadre de la seizième Conférence des chefs d'Etat d'Afrique et de France.



Cinquantenaire
des indépendances :
une lecture du Parti
socialiste du Sénégal

africaines ont désormais intégré à leur expérience les éléments d'une ligne d'évolution qu'elles appellent de leurs vœux et qui consistent à exiger que soient pris en compte leur vécu et leurs attentes, leur volonté de s'exprimer et d'être entendues.


Les analystes spécialisés dans les questions institutionnelles et dans celles du développement n'ont pas manqué de décrire les lézardes et les défaillances de systèmes tenus à bout de bras d'une part par des appareils d'Etat idéologiques et politiques voués à la conservation du pouvoir et, d'autre part, par des politiques d'ajustement tout à fait significatives de l'hégémonie des partenaires au développement et de l'immobilisme des pays en développement. Certains indices sont parlants et confirment la pertinence du couple démocratie-développement à travers sa négation.

Le rapport poids démographique / taux de croissance ; celui du taux de scolarisation réel rapporté à l'horizon de la scolarisation universelle ; la place effective de l'agriculture dans le dispositif global des différents secteurs porteurs du développement et d'autres indicateurs de même importance disent la persistance d'un mal-développement indiscutablement lié aux déséquilibres de ces rapports.

L'afro-pessimisme, nouveau discours des pays développés pour se donner bonne conscience et rejeter la responsabilité de ce non-développement uniquement sur l'Afrique, apparaît dès lors comme une manière de porter un jugement définitif sur le présent et l'avenir du continent. Une sorte de fourre-tout sans distinction entre progrès, retard et nouvelles données pour construire un monde nouveau.

Le rejet de l'afro-pessimisme est une manière de prendre parti ; il n'y a pas de raison de désespérer de l'Afrique même si les raisons de rester critique et vigilant sont au moins aussi importantes. Nul ne contestera qu'ici ou là, dans tel secteur ou tel autre, un frémissement de progrès ait été enregistré. De même, au plan politique et institutionnel, l'on aura remarqué partout ou presque le souci de sauver les apparences à travers un certain formalisme juridique ou administratif pour simuler ou consentir des gestes qui rassurent les observateurs et renforcent la rhétorique des tenants du pouvoir quant au bien-fondé de leur longévité aux affaires.

Le fait est que, au cours de ces cinquante années d'indépendance, la pauvreté a persisté et s'est parfois aggravée. La mal-gouvernance a révélé au grand jour plusieurs éléments. D'abord, derrière le formalisme d'élections organisées plus ou moins périodiquement, la Constitution est modifiée en fonction de l'agenda et des intérêts des gouvernants. Ensuite, en dépit d'inaugurations tapageuses et outrageusement



Cinquantenaire
des indépendances :
une lecture du Parti
socialiste du Sénégal

médiatisées, les priorités ne sont pas toujours respectées et le détournement de financement constitue un exercice de prédilection qui ouvre la voie et cautionne toutes les formes de corruption qui classent la majorité des pays du continent parmi les plus mauvais élèves en la matière. Enfin, paradoxalement, en un siècle et un nouveau millénaire où l'on s'attend à voir les nations faire des pas de géants dans la voie du progrès et de l'émancipation, on assiste à la résurgence de ce que dans les années 1960 on nommait pudiquement les « maladies infantiles de l'indépendance », à savoir coups d'Etat, régimes dictatoriaux et autres caprices d'hommes assoiffés de pouvoir et peu soucieux de la vie de leurs peuples.

Cinquante ans après les indépendances, une nouvelle maladie infantile, la « maladie infantile de la démocratie », se manifeste par une dévolution monarchique du pouvoir « démocratiquement » maquillée.

Dans la grisaille de ce tableau peu reluisant, un ou deux traits de lumière permettent de garder l'espoir. L'Afrique et les Africains ont par la force des choses gagné une plus grande conscience d'eux-mêmes et du monde. Au regard que, d'une manière générale, l'Occident porte sur eux et qui est globalement négatif, les luttes politiques et l'éveil citoyen substituent, dans des formes encore balbutiantes mais réelles et tenaces, une volonté de vaincre le fatalisme et d'inventer une vie conforme au génie des peuples qui les portent. C'est en effet ce qui semble se donner à voir dans toutes ces stratégies urbaines d'économies populaires, d'arts urbains, de modes de vie hybrides où la ruralité croise et compose avec les contraintes de la logique urbaine.

Dans le même ordre d'idées, la pénétration des médias électroniques, la télévision, le téléphone portable et plus récemment l'Internet ont montré leur pouvoir d'émancipation et de sécrétion d'habitudes et de comportements ambivalents dont les effets à court et moyen termes sont prévisibles et porteurs de changements de mentalité.

La puissante poussée d'immigration de ces dernières années, le mimétisme de démocraties manifestantes dont le modèle est venu des révolutions pacifiques des pays de l'Est européen, l'accroissement et l'amélioration des produits de la presse écrite, de la radio, des chaînes et programmes de télévision, l'émergence d'associations de la société civile et des droits de l'Homme, l'esprit d'entreprise qui se manifeste dans l'éclosion d'une multitude de petites entreprises, certes souffreteuses mais qui ont le mérite d'avoir germé dans la tête d'hommes et de femmes ouverts à la modernité et désireux d'aller à la conquête du monde, tous ces indices et encore quelques autres prouvent à l'envi la volonté de l'Afrique et des Africains de vivre et de s'adapter au



Cinquantenaire
des indépendances :
une lecture du Parti
socialiste du Sénégal

temps du monde qui se fait avec ce nouveau paradigme qu'est la mondialisation. De ce point de vue, l'Afrique dispose d'atouts comparables à ce que la biologie appelle néoténie. En d'autres termes, son handicap de départ pourrait être un des facteurs décisifs de sa créativité pour accélérer son développement dans un cadre national et continental plus à l'écoute des pulsions qui montent des peuples d'Afrique et qui appellent à l'avènement d'une aube nouvelle.

Dans le cas spécifique du Sénégal, les observateurs auront noté et souligné le paradoxe d'un repère historique important – l'alternance – hélas dévoyé de sa trajectoire par celui qui en a été le premier bénéficiaire et qui dès le lendemain a oublié le sens de son mandat et le sens de cette étape politique dans le long processus d'émancipation et de progrès du peuple sénégalais. La régression notée au cours de ces dix dernières années au Sénégal n'est pas l'opinion du seul Parti socialiste.

Des compagnons de Abdoulaye Wade, des citoyens qui avaient cru en sa bonne foi et en ses compétences, des observateurs neutres, bref l'immense majorité de ceux qui en 2000 avaient salué l'avènement d'un régime nouveau ayant une mission d'approfondissement de la démocratie et d'élargissement des libertés, dans une société encore plus juste, ont été déçus.

Le Parti socialiste, pour sa part, ne peut manquer d'avoir un regard à la fois rétrospectif et prospectif sur cette séquence. C'est le privilège que lui assigne sa double position d'opposant depuis dix ans et de comptable de la gestion des affaires au cours des quarante années qui ont précédé ce que l'on appelle depuis 2000 sous nos latitudes « l'Alternance ».

C'est d'abord le regard d'une formation qui mesure ses erreurs et ses échecs imputables en partie à la conjoncture et en partie à ses méprises sur certains choix et certains hommes. Nous avons assumé cette part de responsabilité.

C'est ensuite le regard qui, à la lumière des errements et de la déliquescence résultant de l'inconscience et de l'incompétence du régime de Wade, redécouvre sous un jour encore plus instructif la pratique des Présidents Senghor et Diouf, respectueux et attachés à des valeurs cardinales. Celles-ci ont des noms : Etat de droit, lien social, culture du dialogue et promotion d'une image digne et respectable du pays.

Cette part de responsabilité est également assumée par le Parti socialiste. Et nous voulons offrir les valeurs ainsi rappelées comme sujet de méditation à nos partenaires



Cinquantenaire
des indépendances :
une lecture du Parti
socialiste du Sénégal

politiques et aux générations montantes pour bâtir un Sénégal nouveau dans une Afrique plus unie dans sa diversité et plus équitable dans la distribution de ses revenus.

C'est ce message et cette volonté que nous retrouvons dans la tenue et les conclusions des Assises nationales, exemple inédit de concertations politiques et citoyennes nationales. Elles symbolisent et tracent les linéaments d'une vision optimiste, quoique vigilante, d'une Afrique émergente à notre portée mais qui ne pourra être construite sans la participation active et consciente des populations et des peuples qui la composent.